

Traumatisé par la « taxe orange », QS tape sur les bons clous sans les enfoncer **Il faut oser à la Mamdani jusqu'à annuler le plan 2035 d'Hydro-Québec**

De commenter un chroniqueur de Radio-Canada, Québec solidaire (QS) tape sur les bons clous mais on ne les écoute plus d'où sa stagnation dans les sondages. Comme quoi il ne suffit pas de taper sur les bons clous mais qu'il faut aussi les enfoncer. C'est ce qu'a fait à bien des égards le [maire de New York](#), membre des Democratic Socialists of America, pour remporter l'élection haut la main alors qu'il était au départ perdant même pour l'élection primaire du Parti démocrate. Depuis, sa victoire a requinqué la gauche du Parti démocrate. Que cette montée ne serve pas à construire un parti de gauche et qu'elle finisse par être récupérée par l'autre parti de la grande bourgeoisie étatsunienne, comme il en a historiquement toujours été, reste un dilemme qui ouvre un autre débat. N'en reste pas moins que la tactique électorale Mamdani est une réussite qui peut avoir des suites si la grande mobilisation électorale qui eut lieu se renouvelle dans le combat pour faire appliquer ses politiques.

Neuf promesses qui commencent à peine à s'attaquer au coût de la vie et à l'austérité

Assumons que les « [neuf promesses à tenir dans les 100 premiers jours](#) » soient les véritables priorités de la campagne électorale. Pourquoi ne pas réclamer le gel des loyers tout court sur le mandat comme rattrapage des hausses abusives postpandémie ? Le gel post-inflation concède aux propriétaires la hausse de l'inflation qui par ailleurs est la raison des récriminations du peuple-travailleur. Il y aurait un gel de la construction de rétorquer la droite. Pourquoi alors laisser sous le boisseau une des revendications phares de la plateforme électorale votée par les membres soit « *l'ajout de 50 000 logements sociaux et communautaires dans un premier mandat, soit par la construction écoénergétique, le rachat ou la rénovation du parc actuel, pour qu'ils représentent 20 % du parc locatif d'ici 2050* » ? La une électorale du site web du parti reste coite sur cet engagement clef. Ce n'est pourtant ni mirobolant ni sans faille comme engagement mais c'est ouvrir la porte à une solution structurelle à la crise du logement au cœur de la crise du coût de la vie. En autant que ces logements sociaux soient écoénergétiques et que leur construction soit combinée à un code du logement allant dans le même sens affectant la construction et la réhabilitation privées et, *last but not least*, un programme gouvernemental de réhabilitation écoénergétique de tout le stock de bâtiments récupérables, on commencerait à attaquer sérieusement et simultanément les émanations de gaz à effet de serre (GES).

La tête d'affiche de ces neuf mesures est d'augmenter le salaire minimum à 20 \$ l'heure alors que [selon l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques \(IRIS\)](#), « *[t]ravailler au salaire minimum à temps plein ne permet d'atteindre que 66 % du revenu viable. Il faut plutôt un salaire de 30 \$ l'heure et travailler 35 heures par semaine pour atteindre le revenu viable.* » Ce qui veut dire que la moitié de la population de Montréal n'a pas un salaire lui permettant de sortir de la pauvreté si elle habite seule », analyse Eve-Lyne Couturier [de l'IRIS]. » On aurait pu au moins réclamer 25 \$ l'heure. On dira que la droite criera à la destruction d'emplois. Elle le fera aussi pour 20 \$ l'heure... et même pour 16.60 \$. D'un point de vue platement réformiste keynésien c'est ignorer que l'augmentation de salaires bas de gamme, presque entièrement consacrés à la consommation, augmentent la demande qu'en ces temps de guerre tarifaire nos gouvernements requièrent d'affecter à des produits québécois et canadiens ce qui est

certainement faisable pour la majorité de l'alimentation et du logement. QS veut investir un petit 2.3 milliard \$ supplémentaire l'an pour les infrastructures de transport en commun y compris un impérieux rattrapage pour l'entretien alors que le défi est de substituer ce mode transport à l'auto solo. Il ne faut pas alors s'étonner que dans sa plateforme il ne soit plus question ni de gratuité du transport en commun sauf « à terme » ni de nationalisation du transport collectif interurbain en voie de disparition mais de seulement assurer son maintien et de le bonifier.

L'indépendance libératrice, une négation de la pseudo indépendance du PQ soumise à Trump

Plus profondément, la droite remettra en question la pertinence de toute politique de gauche qui ne respecte pas le cadre du libre-échange dont l'ACEUM. Elle prétendra que la guerre des tarifs aiguise encore plus l'implacable loi capitaliste de la concurrence. C'est à ce niveau structurant qu'intervient la lutte pour l'indépendance nationale qui aurait dû figurer au premier rang des neuf promesses des cent premiers jours. Elle fait au moins partie de la liste. Contre le PQ qui laisse tomber l'indépendance par peur du trumpisme et qui tente de masquer sa trahison par une offensive anti-immigrant à faire honte à la CAQ, QS aurait beau jeu de lui opposer l'urgence de se libérer des griffes du néofascisme étatsunien. Ce devrait être la question de l'urne. Économiquement, tant que le Québec dépendra du pétrole et des autos solo, à essence ou électrique, qu'il doit importer en masse du Canada pétrolier et des transnationales étatsuniennes ou autres d'Ontario et des ÉU il sera pris à la gorge. Et pour équilibrer son compte courant il est obligé d'exporter soit des ressources naturelles semi-transformées (électricité brut ou sous forme d'aluminium, bois d'œuvre, papier, fer, cuivre) soit des produits manufacturés antiécologiques et/ou militaires comme des avions et leurs parties et des munitions dont au génocidaire gouvernement sioniste, même de la viande de porc alors qu'il faut privilégier une alimentation végétale en soi anti-GES.

Au-delà de l'économie, l'appartenance au Canada condamne le Québec à être partie prenante d'un État pétrolier, et qui s'y engonce, en voie de militarisation. Il ne faut pas se laisser berner par le discours nationaliste canadien des Libéraux fédéraux et par la guerre tarifaire qui s'envenime à cause de la volonté trumpienne d'annexer le Canada par une guerre commerciale, peut-être au préalable en le divisant. La militarisation du Canada implique, technologiquement, politiquement et même géographiquement, qu'elle se fasse dans le sillage du militarisme des ÉU. Étant donné le caractère gargantuesque de l'appareil militaire des ÉU et sa domination démographique et économique, une politique militaire proprement nationale impliquerait une rupture de la présente doctrine militaire en faveur d'une armée populaire défensive et pas seulement faire de similaires achats de sous-marins et d'avions de chasse hors ÉU. À moins de prétendre que l'ennemi militaire du Canada soit la Russie ou la Chine ! La lutte pour l'indépendance n'est plus seulement nécessaire pour que le peuple québécois se libère du chauvinisme canadien s'exprimant dans le refus constitutionnel de la reconnaissance nationale et le mépris du *Quebec bashing*, mais aussi pour qu'il ne soit pas avalé par le néofascisme étatsunien. La véritable lutte indépendantiste va à contresens de la pseudo indépendance du PQ et bien sûr de la fidélité au Canada des CAQ, PLQ et PCQ. La porte est grande ouverte pour que Québec solidaire fasse sienne la lutte indépendantiste comme une lutte de libération nationale et d'émancipation sociale.

Dans le contexte du grand défi du XXI^e siècle, la dérive climatique en pleine rupture accélérée de l'écosystème terrestre de l'Holocène et en voie vers la catastrophe de la terre-étuve, la raison d'être de la lutte indépendantiste ne peut être qu'une société de « prendre soin » en décroissance matérielle. Comme ce nécessaire décroissanciste est antinomique au capitalisme dont l'économie est régie par la loi de la concurrence entre capitaux privés, cette société ne peut être qu'un socialisme renouvelé, l'écossocialisme. Il faudra donc à terme que la démocratie participative, englobant l'économie, l'emporte sur la dictature réellement existante de l'oligarchie capitaliste où une poignée de transnationales financiarisées règnent sur le monde de plus en plus par l'intermédiaire de régimes fascistes. L'indépendantisme Solidaire se doit de démontrer et de montrer cette lumière au bout du tunnel néofasciste.

Des engagements écologiques en recul et sans liens entre justice climatique et justice sociale

Les engagements écologiques de QS sont jusqu'ici dispersés : le blocage des pipelines est le seul engagement écologique parmi les neuf promesses pour les cent premiers jours. Ces engagements sont modestes ou mous comme on l'a vu à propos du logement et du transport en commun. 20% du parc locatif en logements sociaux en 2050, aux Calendes grecques pour ainsi dire, n'est pas en mesure de briser l'emprise du capitalisme immobilier sur les loyers et le prix des condos comme c'était le cas en Suède au beau temps de la social-démocratie il y a une cinquantaine d'années. L'engagement ferme sur la gratuité sur dix ans pour le transport en commun disparaît par rapport à la campagne électorale de 2018 où électoralement QS avait fait un bond en avant. Idem pour l'engagement de l'ouverture des CLSC 24 heures sur sept jours et l'assurance dentaire universelle, deux indicateurs pour la bonification des services publics au cœur du « prendre soin », qui s'évanouissent dans la plateforme 2026. À l'exemple de Mamdani et du nouveau chef du NPD, QS s'engage à créer un petit nombre d'épiceries publiques (et à quelque peu serrer la vis aux grands épiciers privés). Mais on cherche une mesure complémentaire écologique autre que d'encourager les producteurs-trices du Québec dont les méthodes sont loin d'être écologiques.

La conséquence en est que l'indépendantisme Solidaire décroche de la lutte climatique qui n'apparaît plus comme un axe central de la plateforme 2026 articulée à la lutte pour l'indépendance. L'excuse consiste à se défausser sur la priorité populaire du coût de la vie en particulier du coût du logement et de la raréfaction des services publics, soit de choisir la fin du mois au détriment de la fin du monde. Comme si justice climatique ne rimait ni avec la justice sociale ni avec la lutte contre le trumpisme. Pourtant la revendication du logement social collectif rime avec le logement social écoénergétique dont la consommation d'énergie est quasi nulle et celle d'eau est réduite et dont la structure est faite de bois du Québec. L'impact sur la réduction de GES serait significatif si ce mode d'habitation le devient en 2050 ce qui suppose qu'au moins la moitié de la construction annuelle de nouveaux logis soit de ce type, soit environ 25 000 l'an et, last but not least, en supposant que la construction d'énergivores maisons individuelles et en rangée soit interdite. La revendication d'un transport en commun gratuit et mur-à-mur, et dont les véhicules sont fabriqués au Québec, dispense à terme du recours à l'auto solo source d'un bon tiers des GES du Québec sans compter ceux liés à leur fabrication. Pour les épiceries, pourquoi ne pas annoncer une politique de prix dans ces épiceries qui inciterait à acheter des produits non carnés ? Rien n'empêcherait par ailleurs de soutenir les producteurs-trices de lait et de porc pour qu'ils se convertissent à la production végétale directement destinée aux humains. Quant à la bonification des services publics, ils sont intrinsèquement

économies en énergie et ils créent la base d'une sécurisante société de solidarité qui dame le pion à la consommation de masse basée sur la propriété privée de la « villa campagnarde » et de l'auto solo et qui carbure à l'obsolescence programmée en particulier des produits électroniques.

Le traumatisant cadre financier d'un parti qui ne s'est pas délesté de son tournant centre-gauche

Quel mouche a bien pu piquer Québec solidaire pour reculer eu égard à la lutte climatique ? Peut-être est-ce une attitude défensive face à la baisse de la popularité du parti ? L'exemple Mamdani démontre la sagesse d'aller à contre-courant. Peut-être est-ce le traumatisme d'être pris à partie par les grands médias comme lors de l'affaire de la taxe « orange » en 2022 ? L'incapacité de rétorquer à ces attaques démontre plutôt l'emprise du fond politique centre-gauche de la direction du parti, que Gabriel Nadeau-Dubois a laissé derrière lui, partagé par ses membres à la recherche éperdue de l'électorat moyen formaté par les faiseurs d'opinion publique. Plus profondément, il faut s'interroger à quel point la base militante du parti est représentative de l'ensemble du peuple-travailleur et non principalement de sa section jeunesse diplômée et progressiste. Cette section vieillit avec le parti maintenant âgé de vingt ans et cherche à s'intégrer au marché du travail tel qu'il est de plus en plus allergique aux personnes diplômées. Ce recul s'exprime par l'emprise contraignante du cadre financier dont la mesure phare « *une taxe progressive sur la part des grandes fortunes excédant 25 millions de dollars* », imposé au 0.1 % mais non au 1 %, ce qui réduirait [le seuil d'imposition à 7.5 millions \\$](#), ne procurera que [cinq milliards de plus](#) en revenu annuel, soit une augmentation de 3% des revenus du gouvernement du Québec ou moins de 2% de ceux d'un Québec indépendant. On peut présumer que les autres ajouts dus à la réforme fiscale, à défaut de les connaître à ce moment-ci, doubleront ou tripleront la mise. Au total, il n'y a rien pour renverser les colonnes du temple. D'où les reculs.

Pourtant le défi du manque de fonds se résoudrait comme par magie si on prenait au sérieux l'édification de cette société de « prendre soin » en décroissance matérielle. La liquidation de l'auto solo en faveur du transport en commun, de la construction de bungalow en faveur de celle de collectifs logements sociaux et écoénergétiques, de la consommation de masse et son obsolescence programmée en faveur de la bonification des services publics permettrait de liquider la nécessité de dépenser près de 200 milliards \$ en nouvelle électricité hydraulique et éolienne au Québec comme au Labrador sur les dos des peuples autochtones.

L'impasse de la critique maximaliste décrochée de toute transition entre le réel et le souhaitable

Il est tentant de se livrer à une [critique maximaliste](#) de Québec solidaire de type classe contre classe complètement décrochée des rapports de force et alourdie d'interminables liste d'épicerie où la lutte indépendantiste se retrouve en queue de peloton et où justice climatique et justice sociale sont désarticulées. Appelons ça une critique vieux socialiste XXe siècle ajustée à la réalité du XXIe. La critique se doit d'être transitoire entre la réalité de Québec solidaire — à moins de vouloir le liquider avant le post-mortem des présentes élections tel le Parti de la rue qui veut se constituer immédiatement — et ce que doit être une société écosocialiste qui prend le contrôle des hauteurs stratégiques de l'économie à commencer par l'épargne nationale. Pour contrer la guerre tarifaire du trumpisme la riposte triptyque Solidaire n'est pas sotte encore faut-il l'orienter. « *Soutenir* » les employeurs et leurs employé-e-s à raison d'un milliard \$ l'an mais dans

le cadre d'une prise de participation et pour contribuer à la société nouvelle quitte à faire une reconversion industrielle. « *Riposter* » en haussant les tarifs de l'électricité vendue par [Hydro-Québec](#) aux ÉU quitte à annuler les contrats fermes en riposte à Trump qui fait fi de l'ACEUM par ses nouveaux tarifs. « *Bâtir* » une « [nouvelle politique industrielle permettrait à l'État d'orienter les investissements publics et privés](#) » d'autant plus, d'ajouter la porte-parole du parti, que « *le système actuel ne fonctionne pas. On est trop dépendants des décisions d'Ottawa et de Washington, trop dépendants des aléas du marché qui placent la recherche du profit au-dessus de nos intérêts collectifs, au-dessus du bien commun...* ». Cependant, une politique industrielle sans moyens financiers n'ira pas loin à moins qu'elle ne récupère l'immense gaspillage financier et pillage de la nature qu'est le [Plan d'action 2035](#) d'Hydro-Québec ajusté à la [nouvelle entente de Churchill Falls](#).

Comme on l'a dit, la campagne Solidaire tape sur les bons clous. Reste à les enfoncer à la mode Mamdani. Le gauchisme maximaliste, surtout quand il se livre à des post-mortem précipités, ne peut que démobiliser.

Marc Bonhomme, 30 août 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com